

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 11/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GERSYCOOP

Bd des Pyrénées
32300 Mirande

Références : 2024-0305_dp
Code AIOT : 0006802206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement GERSYCOOP implanté Village 32300 Saint-Élix-Theux. L'inspection a été annoncée le 14/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au porter à connaissance en cours d'instruction concernant le projet d'extension de l'entrepôt existant. Elle est l'occasion de faire un point également sur la dernière inspection du site du 20 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERSYCOOP
- Village 32300 Saint-Élix-Theux

- Code AIOT : 0006802206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GERSYCOOP exploite principalement sur le site de Saint Elix Theux des silos de stockage de céréales et de protéagineux et 4 séchoirs alimentés par un stockage de gaz. Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998 plusieurs fois complété. Le dernier arrêté préfectoral complémentaire en vigueur date du 1er août 2013.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prescriptions Générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Equipements Sous Pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédures administratives	Code de l'environnement du 30/07/2012, article R.181-46	Sans objet
3	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 9	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/1998, article 6.3.3	Sans objet
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de faire un point sur le projet d'extension de l'entrepôt existant et également de faire un point sur les constats de la dernière inspection du 20 juin 2023.

Il a été constaté que certaines non-conformités mentionnées dans le rapport de visite de

l'inspection de 2023 n'ont pas été levées. De fait, il est proposé à Monsieur le préfet des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédures administratives

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2012, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Point dossier porter à connaissance
Prescription contrôlée :
<div>Prescription contrôlée : I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. « S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »</div>
Constats :
<p>L'exploitant a transmis un dossier portant à connaissance le 7 avril 2023, complété en avril 2024 concernant l'extension de son entrepôt.</p> <p>Ce dossier ne comporte aucune demande de dérogation aux arrêtés applicables au projet.</p> <p>L'instruction du dossier est en cours de finalisation: un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé prochainement à monsieur le Préfet, la modification ayant été jugée non substantielle.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions Générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats :

Des actions sont bien connues par l'exploitant en cas d'anomalie (panne séchoir, dysfonctionnement hydrométrique, ventilation....). Une liste des contrôles à effectuer avant collecte et relatif à la maintenance du site a été présentée en inspection mais aucun registre n'a été mis en place pour tracer ces dernières.

Lors de la dernière inspection, il avait été demandé à l'exploitant de formaliser les actions à mener dans le cas du redémarrage des installations et de tracer ces dernières sur un registre. L'exploitant signale qu'il a recruté récemment une personne "responsable maintenance" et qu'il a fait appel à la société Coopération agricole solution + pour les accompagner sur la mise en place de cette procédure. Une réunion de travail avec la société Coopération agricole solution + est prévue le 19 juin prochain afin de formaliser la procédure, les actions à mettre en place et également un registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier la mise en place d'une procédure formalisant et traçant les actions à mener dans le cas du redémarrage des installations.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
--

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel

<p>utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport Q19 du 10 novembre 2023 réalisé par la société SOCOTEC. Ce rapport faisait mention d'observations dont l'exploitant a pu justifier de leur levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Qualité des céréales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réception des céréales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé des températures donne lieu à un enregistrement toutes les semaines en période de refroidissement et tous les 15 jours hors périodes de séchage et récolte.</p> <p>Concernant les sondes thermométriques, l'inspection rappelle que l'exploitant doit se prémunir d'éventuels dysfonctionnements ou de données erronées de ces dernières.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, en prenant en compte les prescriptions et préconisations du fabricant, de mettre en place une procédure tracée (registre) permettant de garantir les valeurs indiquées par les sondes (étalonnage des sondes, mise en place de lectures multiples sur la base d'une sonde étalonnée, etc.....).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure afin de garantir le bon fonctionnement des sondes thermométriques, cette procédure devra également préciser les mesures mises en place en cas de dysfonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/1998, article 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté par sondage que les extincteurs sont contrôlés annuellement. L'exploitant a également présenté le dernier rapport du contrôle des colonnes sèches réalisé par la société MERIS en date du 01/03/2023, qui fait état d'installations conformes. Concernant les besoins en eaux de lutte en cas d'incendie, le porter à connaissance en cours d'instruction a permis de faire un point et a démontré notamment par des mesures de pressions et de débits en simultané des 3 poteaux incendie que les besoins sont suffisants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement
Prescription contrôlée : Une procédure pour réaliser le contrôle périodique de bon fonctionnement de l'aspiration de poussières avec enregistrement de l'intervention doit être établie. Un contrôle régulier de l'efficacité de l'aspiration centralisée doit être réalisé.
Constats : Afin de garantir l'efficacité de l'aspiration centralisée, l'exploitant a fait réaliser un contrôle de conformité et d'efficacité de cet équipement. Le rapport d'AGRO PROCESS du 19 juin 2024 fait état d'une efficacité insuffisante de l'aspiration sur certains points de mesures et mentionne des non-conformités (électriques et mécaniques). L'exploitant informe l'inspection qu'il a fait appel à la société Coopération agricole solution + pour les accompagner à la réalisation et à la mise en place d'une procédure concernant les contrôles des installation d'aspiration des poussières. Une réunion de travail avec cette société est prévue le 19 juin prochain. L'exploitant indique qu'il a prévue de reprendre les non-conformités en lien avec des problèmes électriques avant la prochaine campagne de récolte, quand aux pièces mécaniques défectueuses, Gersycoop précise ses difficultés quant à la disponibilité des pièces détachée à remplacer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit avant la prochaine campagne de récolte justifier la levée des non-conformités de type électriques du rapport des installations d'aspiration. L'exploitant doit justifier sous un délai de 3 mois de la mise en place d'une procédure pour le

contrôle de l'aspiration ainsi que la mise en place d'un registre. L'exploitant doit justifier sous un délai de six mois, la levée de l'ensemble des observations du rapport de la société AGRO-PROCESS concernant les installations de l'aspiration centralisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet d'une vérification tous les 2 ans par un organisme extérieur l'article 5.1 de la norme française NF C17-100
Constats : Le rapport de contrôle de la société BCMFOUDRE, suite à la visite du 22 juin 2022 concernant l'installation de protection contre la foudre (vérification complète), ne mentionne aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'intervention
Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement est rédigée et communiquée aux services de secours
Constats : L'exploitant lors de l'examen en salle concernant les aspects documentaires indiquait que la procédure d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement était affichée au droit de la salle de commande des silos. Or, lors de la visite des installations, il a été constaté l'absence de procédure portée à la connaissance du personnel au droit de la commande et de surveillance des silos.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier la mise en place d'une procédure d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement, portée à la connaissance du personnel et des services de secours et mettre en place un dispositif de traçage lors de la mise en application de la procédure (registre).
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Equipements Sous Pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Article L557-28 En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.</p> <p>Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des ESP ainsi que les rapport des dernières opérations de contrôle des appareils du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre une liste à jour de l'ensemble des ESP du site conformément à l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017, justifier des opérations de contrôle et des mises en conformités éventuelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois